

Notes du Forum « Recherches en transition.S »

Scott FONTAINE

Plénière introductive

Panel

Animation :	Nathalie RICAILLE (Espace Environnement)
Vice-rectrice UNAMUR :	Isabelle PARMENTIER
MDD & Associations 21 :	Alain DANGOISSE
Amis de la Terre (AT) :	Ezio GANDIN
Institut pour un dév. durable :	Paul-Marie BOULANGER
LP Transition :	Tom DEDEURWAERDERE
FUCID & UCL :	Emeline DE BOUVER & Charlotte LUYCKX
Association 21 :	Antoinette BROUYAUX

Isabelle PARMENTIER mit en avant la question de l'importance pour ce forum de favoriser l'**émergence d'un plaidoyer** au sein des universités vis-à-vis de la responsabilité et de la citoyenneté. Il s'agit pour elle de dépasser une certaine « frilosité académique » et de rentrer en accord avec les mouvements sociaux contemporains tels que « la marche des jeunes pour le climat ». Formulé autrement, pour les universités de « s'engager à ne pas utiliser l'argent public pour fonctionner en vase-clos ».

Alain DANGOISSE souligna les visions partagées entre Associations 21, les AT, le MAP (Mouvement pour une Agriculture Paysanne), ... dans les **valeurs** (non-violence active, « tu es donc je suis », éloge de la lenteur *sarvodaya* (i.e. le progrès évalué à la manière dont les plus vulnérables sont traités)), dans les pratiques à la fois de respect et de souveraineté. Il revint alors sur l'importance mise en avant par les AT de se considérer comme « partie de la Nature » et de pratiquer une « écologie sociale » considérant la guerre et la pauvreté comme des constructions sociales pouvant être déconstruites, défaites.

Recherche et valeurs semblent se rejoindre dans sa parole sur plusieurs points. Il introduit son propos en énonçant que la science a pour objet la recherche du vraisemblable par l'expérimentation¹, la rationalité serait donc, dans sa perspective, l'essence même de la science. Alain Dangoisse, poursuivant sa thèse, mentionne donc qu'il existe de multiples approches du *réel*, de **multiples approches de la recherche**, par exemple : la science ; l'éloge de la lenteur comme réponse à la grande accélération ; la réflexion sur où et comment va-t-on atterrir, le *sarvodaya* ; la *jai jagat* (i.e. une grande marche alter-mondialiste organisée par Ekta Parishad partant d'Inde jusqu'aux NU à Genève en 2020) ; le REVE (i.e. résistances créatrices, évaluateurs, vision, expériences). Au fur et à mesure de son énonciation, il mentionna plusieurs personnalités : Pablo Servigne, Rob Hopkins, Christophe André, Bruno Latour, Olivier De Schutter, Riccardo Pettrella.

¹ Il s'agit d'un point de vue épistémologique contestable. Peut-on considérer comme scientifique uniquement ce qui répond à la démarche et aux méthodologies expérimentales ? Que faire alors des méthodes scientifiques répondant sur l'analyse *a posteriori* telles que la sismologie, l'histoire, la majorité des sciences humaines et sociales, etc. ?

Antoinette BROUYAUX revint sur les **objectifs du forum** : le réseautage, la coproduction, le dialogue et la considération d'une transition non-restreinte aux enjeux environnementaux mais traitant également du social, du politique et des inégalités. Elle profita de son temps de parole pour rappeler un défi : diminuer le détournement des fonds pour la recherche en développement durable à des fins uniquement économiques. Enfin, elle annonça que les diapositives seraient disponibles « d'ici peu de temps » et remercia le soutien du Réseau Transition et d'UNamur en Transition à travers la personne d'Émeline DE BOUVER.

Ezio GANDIN commença par rappeler la focale des AT depuis une quinzaine d'années : le développement de modes de vies soutenables². Un des enjeux de la recherche est, pour ce dernier, de rendre les grandes orientations de la recherche et son suivi **accessible au public**. La recherche a contribué à développer notre « puissance de modifier nos environnements » ce qui permet d'augmenter nos niveaux de vies au prix de la destruction de nos environnements. Depuis le Plan Marshall, la focale du développement fut de créer des locomotives économiques censées provoquer un ruissellement. Ainsi, selon lui, sortir du dogme de la croissance est un travail pour les sciences humaines et sociales, lesquelles doivent provoquer une « **prise de conscience** » dans le monde politique et chez les citoyens. Il clôtura son intervention en mentionnant trois axes de réorientation de la recherche : sortir des pesticides, les ondes électromagnétiques et les sols agricoles.

Paul-Marie BOULANGER se référa à l'ouvrage de Nowotny et *al.* (1994), *The new production of knowledge* afin de mettre en avant la **nécessité de repenser la recherche**. Depuis quelques décennies, on voit un **deuxième mode de recherche** ouvrant celle-ci à de nouveaux acteurs et quittant l'universalisme en repensant la recherche à travers des ancrages locaux permettant de contextualiser celle-ci. L'évaluation, d'une part, n'est plus uniquement *peer-reviewed* mais est également évaluée par le public dans une forme d'*extended peer-review* ; d'autre part, ce deuxième mode de recherche ne limite plus l'évaluation à l'analyse du résultat de la recherche mais s'ancre dans un processus itératif d'évaluation continue. Il s'agit donc d'arriver à une « recherche post-normale » (en comprenant le « normal » au sens de T.S. Kuhn³). Toutefois, il n'est pas suffisant de s'interroger sur les modes produisant la science mais également de **questionner ses objectifs**. En effet, aujourd'hui, la recherche en Région wallonne est un mode 2 principalement *business-oriented* qui doit être verdi. Il *faut*, pour Paul-Marie BOULANGER, de la recherche *pour et du* développement durable. Une **recherche transformative** est pour ce dernier une recherche à la fois transdisciplinaire (participative, interdisciplinaire et contextualisée) et disposant d'une masse critique à même de mobiliser les résultats de la recherche. Il prend comme exemple de réussite le *Dutch Research Institute For Transition (DRIFT)*, lequel a développé l'heuristique de **perspective multi-niveau** (i.e. *multi-level analysis*) observant les transitions socio-techniques. Cette perspective a été mobilisée aux Pays-Bas et en Flandre pour élaborer des programmes de gouvernance. Toutefois, le mode 1, la recherche fondamentale et expérimentale⁴, ne doit pas pour autant être abandonné. On doit lui ajouter le mode 2.

² S'inscrivant donc dans une focale de développement de pratiques de consommation critique.

³ Selon Wikipedia : « La science normale est l'activité scientifique empirique, prédictive et productive s'appuyant sur un paradigme accepté par un groupe de la communauté scientifique. Lorsque le paradigme qui structure une discipline donnée est mis en difficulté du fait d'échecs répétés, une crise s'ouvre et la recherche d'un nouveau cadre conceptuel est amorcée. L'affrontement de théories candidates au titre de nouveau paradigme unificateur, puis l'acceptation effective d'un nouveau paradigme qui remplace les anciennes traditions de recherche scientifique en rejetant l'ancien paradigme, constitue une révolution scientifique. »

⁴ Je ne suis pas certain qu'il limite le mode 1 à ces éléments.

Tom DEDEURWAERDERE concentra son exposé sur les processus de **co-construction** de recherche **en amont** (e.g. questions et problématiques de recherche) entre des chercheurs et des institutions (publiques ou associatives). Le cœur de son propos fut de mettre en avant l'importance des associations dans les processus de recherche transdisciplinaire, *a fortiori* dans une démarche de **slow science** (i.e. cherchant à quitter le mode productiviste académique)⁵. À travers une série de 4 exemples de projets de recherche co-construits, Tom DEDEURWAERDERE mit en avant le rôle de capillarité des savoirs de terrain chez les chercheurs et les institutions dans ces processus ainsi que le rôle-clé d'institutions localement situées comme nœuds de rencontre et de réseautage (e.g. il mentionne un café citoyen autour duquel toute une série d'acteurs-clés se sont rencontrés et ont mis leurs efforts en commun pour aboutir à une dynamique de synergie) : « le vrai moteur de ces projets sont les associations [...] la recherche n'émane pas des universités mais également d'autres instituts, institutions [e.g. INRA, Régions et autres niveaux de pouvoir] ».

Émeline DE BOUVER et Charlotte LUYCKX, après avoir signalé la tenue d'un autre colloque les 3, 4, 5 avril à Liège et Gembloux, concentrèrent leur exposé sur la cacophonie du monde de l'engagement semblable à la cacophonie du monde théorique par rapport aux **aspects multiformes que prennent les crises socio-environnementales** (e.g. enjeux techniques ; enjeux socio-organisationnels ; enjeux politico-économiques ; enjeux éthico-anthropologiques/ontologiques ; enjeux de sens dans un monde en perte de cadres de référence). À la question « quelle est la bonne analyse ? », elles répondent que toutes sont valables et légitimes mais qu'il ne faut pas renoncer à la conflictualité et chercher à tout prix une consensualité molle, plutôt il faut accepter que tous ces enjeux s'articulent entre eux.

*
* *

La séance de questions-réponses fit apparaître plusieurs réflexions :

Marc MORMONT (sociologue) fit remarquer, en lien avec l'exposé de Tom DEDEURWAERDERE, que, dans le cadre d'un des exemples que ce dernier prit, où l'INRA collaborait avec un projet citoyen, qu'il y avait à l'INRA une culture ancienne de coopération entre les institutions et le monde rural. Cette réflexion fut l'occasion pour MORMONT de poser la question « Quelle est notre culture de recherche et institutionnelle ? » ainsi que d'esquisser une piste de réponse en mettant en avant que nous parlons beaucoup de *projets* de recherche, induisant ainsi une certaine **contamination du monde académique par les symboles de la culture managériale**.

Une membre du *Monde Selon Les Femmes* fit remarquer le **manque de perspective féministe** au sein de ces approches transdisciplinaires.

Une membre de l'*Institut d'écopédagogie* (ULiège, Helmo) mit également en avant le **manque de perspective pédagogique** au sein de ces approches transdisciplinaires. De plus, elle ajouta que de nombreux changements existent depuis des décennies mais sont invisibles, on gagnerait à **visibiliser ce qui se fait déjà**.

Une ancienne membre d'Oxfam posait la question de savoir comment agir globalement.

⁵ Ce qui pose la question des financements et des critères de validité.

Quelqu'un venant de l'Helmo demanda à DE BOUVER et LUYCKX si leur heuristique ne manquait pas d'un cadre de gouvernance, de démocratie, par rapport à la gestion des communs.

La coordinatrice à la direction au développement durable en Région wallonne s'interrogea sur le fait de mettre économie et politique conjointement dans l'heuristique de DE BOUVER et LUYCKX. À cela elle ajouta qu'elle ne percevait pas bien l'apport des scientifiques aux projets co-crés mentionnés par DEDEURWAERDERE.

Celui-ci répondit que les principaux *outputs* se trouvaient dans la planification et la mise en place de programmes de gouvernance territoriale ainsi que par la création d'opportunités de réflexivité chez les acteurs et actrices qui, trop souvent le nez dans le guidon, n'ont pas nécessairement d'occasions sociales pour faire un pas en arrière et discuter en profondeur de leurs modes d'action et de leurs projets. « Le chercheur doit être un *facilitateur*, un *accélérateur* de changement [...] pas un expert ».

D'autre part, DE BOUVER et LUYCKX répondirent aux interpellations leur étant adressées que leur heuristique est un *modèle* n'ayant rien d'absolu, d'exhaustif, qui est à enrichir et sert avant toute chose à la réflexion.

BOULANGER répondit quant à lui à la question de l'action globale en mettant en avant que l'action locale a des impacts globaux de par l'intégration des territoires à des territoires plus larges.

*

*

*

Atelier 4 : déconstruire les mythes

Déconstruire les mythes des projets « collaboratifs/cocréationnels/coproduits » pour éviter qu'ils nous égarent... N'y a-t'il pas d'autres mythes à déconstruire pour permettre la transition écologique et solidaire ?

Panel

Co-pilotes :

Paul-Marie BOULANGER

Tom BAULER

Participants effectifs :

Alain DANGOISSE

Marc MORMONT

Christophe NOTOMB

Paul-Marie BOULANGER

Sandrino HOLVOET

Participants :

Étienne VERHAEGEN

(n'ayant pas eu le temps de parole)

Bernard WALSCHAERTS

Marc MORMONT est professeur émérite à l'ULiège (Arlon), sociologue spécialisé dans les questions agricoles. Il appelle au décloisonnement des disciplines abordant l'environnement et le développement mais ne se situe pas dans une recherche participative et ne conçoit pas ses interventions comme de la recherche-action des années 1960 visant à émanciper d'autres populations marginalisées.

MORMONT prit 4 exemples de sa carrière afin d'en analyser les dimensions de **représentativité** avant d'observer leurs résultats et leurs dimensions institutionnelles.

Le premier exemple est celui d'un modèle de gestion locale de la nature. Il s'agissait, par anticipation des conflits socio-environnementaux que pouvaient susciter des projets de développement, de mobiliser les acteurs locaux ainsi que de tester des modes d'action et d'organisation. Les PCDN en Région wallonne résultent de cette généalogie d'expériences réussies. Un autre résultat est que les scientifiques et les acteurs ont des intérêts et des logiques séparées.

Le deuxième exemple fut celui d'une filière agro-alimentaire et des conflits liés à la mise en place d'une filière durable. Le chercheur arriva avec des pistes de solution et fit des diagnostics. Un mode d'organisation fut élaboré entre les éleveurs et une coopérative.

Le troisième exemple fut celui de l'installation d'une industrie à haut risque (nucléaire) et d'un forum mis en place pour cette installation. Le forum fut une demande de l'entreprise (publique) et il y eut une exigence de dépossession de l'entreprise du forum, elle ne pouvait participer qu'à titre d'expert pour répondre à des questions. Le projet technique de dépôt final fut complètement différent de celui envisagé par les ingénieurs grâce au dialogue avec les citoyens, ce qui permit de mettre en avant que « dans la technique, il y a des conceptions du social et du rapport au monde ».

Enfin, le quatrième exemple fut de l'évaluation d'une méthode d'évaluation des risques liés aux pesticides avec des citoyens. Il s'agissait d'une demande du chercheur afin d'avoir l'avis des citoyens et des éleveurs. Le scientifique changea alors son modèle en intégrant les risques relevés par ceux-ci. Ce qui pousse MORMONT à parler d'un « intérêt collectif pragmatique » rassemblant des conceptions différentes.

MORMONT en tire quatre conclusions :

Il ne s'agit pas d'apporter des solutions ou de consulter mais de **recadrer** les questions, les problématiques.

L'impact dépend des **engagements institutionnels** dans les processus.

Il ne s'agit pas seulement du rapport citoyen par rapport aux décisions politiques mais du rapport *entre* les citoyens, les experts et les politiques sur les décisions politiques. Donc, d'une question de **démocratie cognitive**.

Enfin, le modèle est différent du traitement de l'opinion et de la consultation. Plutôt il s'agit d'une **construction collective** de la prise en charge, soit, de l'*enquête* selon John Dewey.

Christophe NOTOMB fait partie du GASAP qu'il qualifie comme une « micro-association ». Il a participé à une recherche en *co-create* sur l'impact des pratiques alimentaires alternatives. Ce *co-create* était basé sur un modèle de co-création *forte* (au sens de Tom DEDEURWAERDERE) et sur une approche transversale des régimes agro-alimentaires alternatives. Cette recherche-action participative impliquait le GASAP, FÄRM et La Ruche qui Dit Oui.

Ce double axe (transversal et participatif) fait sens pour le GASAP et a des effets directs et concrets en interne dans le sens que le projet de recherche a très bien évolué en interne pour une association qui n'avait pas cette fonction là *a priori*.

Sur le **fond**, ce mode de recherche fournit un temps de réflexivité, d'échanges et de développement des savoirs qui permet une auto-évaluation critique et une évolution du modèle associatif.

Sur la **posture**, « participer à un projet de recherche donne une légitimité institutionnelle à participer à d'autres processus institutionnels. » Le regard de l'autre, de l'institution a fort évolué au niveau de la place accordée à NOTOMB. Par exemple, être présent à cet atelier n'aurait probablement pas été envisagé il y a 3-4 ans. De plus, ce type de recherche permet des débouchés en termes de réseautage et de financement. Ce qui est utile pour une association militante et radicale telle que le GASAP.

Le mythe de la **participation** doit être déconstruit en interne et en externe. En effet, la co-construction demande un temps-long et une réflexion par rapport à sa radicalité et aux apports des différents acteurs. Il est également difficile de garantir une participation interne, ce qui s'explique par la **différence des temporalités** entre le monde académique et le monde associatif (les militant·e·s étant difficiles à mobiliser à long-terme). Par exemple, lors de l'AG du GASAP de la veille, laquelle traitait notamment des résultats de la recherche, un membre du GASAP s'adressait à Christophe NOTOMB en lui disant « enfin, je peux revenir avec des résultats vers les membres de mon GASAP ! ». Le temps-long doit donc être précisé dès le départ, car il est très difficile à gérer.

Sandrino HOLVOET a « pas mal d'expérience dans les processus participatifs ». Il a animé et mis en place trois **conférences citoyennes** entre 2003 et 2014⁶. Ces conférences citoyennes sont des processus courts (3 à 4 week-end) organisés avec un panel de citoyens « *lambda* » ne connaissant *a priori* rien au sujet. Il s'agit d'une méthodologie héritée des années 1980 où les thématiques principales étaient alors le *technology assessment*, à savoir : interroger la manière dont les citoyens réagissent aux débats d'experts.

Il faut d'abord que les commanditaires formulent une question. Ensuite, les organisateurs mettent en œuvre le recrutement d'un panel citoyen (à travers une grille sociologique de profils et un tirage au sort). Ce panel identifie les enjeux-clés liés à la question du commanditaire. Sur cette base on recrute des experts pour réunir des informations sur les en-

⁶ À savoir *Lire dans mes gènes*, 2003, FRB, Belgique ; *Nos campagnes demain en Europe*, 2007, FGF, Région wallonne ; et *Le monde change, les aînés aussi*, 2014, FGF, Belgique.

jeux. Des débats et des échanges prennent alors place et des réponses sont formulées avant d'être réceptionnées et diffusées.

Ces conférences citoyennes peuvent répondre à trois objectifs : un « sondage en 3D » (que pensent les gens de ... ?) ; la création de solutions ou de recommandations (que proposent/recommandent les gens pour ... ?).

Le chercheur peut occuper de nombreuses places dans ces processus. Il peut être commanditaire, bailleur de fond, réaliser la grille sociologique, organisateur, animateur, observer et/ou analyser les processus et les réponses implicites ou explicites.

Les avantages de ce type de conférence sont : ils donnent une image de la diversité de la population ; elles donnent la parole aux citoyens, « experts du quotidien » (ce qui, pour HOLVOET, peut constituer un mythe à déconstruire) ; permet aux citoyens de formuler des arguments informés par des experts ; permet le débat et des échanges de vue.

Les inconvénients sont : la complexité et le coût du processus ; la possibilité de non-prise en compte des conclusions ; la fragilité liée à la complexité ; le risque d'exclusion de certains « non-formatés pour le débat et pour ce type de transmission de l'information » ; « **du bon sauvage au bon citoyen ?** ».

Paul-Marie BOULANGER se base sur une étude intitulée *Un bilan de recherche sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ?*. Il mentionne en préambule qu'il ne traite que de la participation sur invitation, les autres étant complètement différentes. Il introduit son propos en relevant l'influence **épistémologique** de Bruno Latour et d'autres sur la conception de la science comme étant une *construction*, une *représentation* du réel. Toutefois, il regrette que ces auteurs n'aient pas appliqué leur grille de lecture à leurs recherches et analyses sur la participation.

BOULANGER met en avant trois **raisons de la participation** :

Les raisons instrumentales où la participation est utilisée pour faire accepter une décision, elle facilite l'adhésion à un projet en ne considérant pas les citoyens comme des parties-prenantes mais en les trompant⁷.

Les raisons substantielles ou cognitives où la participation de non-experts est une opportunité d'enrichissement du processus par l'apport de savoirs différents.

Les raisons normatives où la participation, en tant qu'élément constituant de principes démocratiques, donne la légitimité à un processus.

Il remarque qu'il existe un risque de confusion des genres. Par exemple, de nombreux scientifiques revendiquent avant tout le normatif plutôt que le cognitif.

La réponse classique à la participation est celle de la représentativité par échantillon, par quotas ou de manière aléatoire. Toutefois, BOULANGER pointe une limite : le **partage de certaines caractéristiques** (âge, sexe, niveau d'études, ...) **n'équivaut pas systématiquement à un partage d'opinions**.

Enfin, il importe de prendre en compte l'impact du processus. Comment ces « **épisodes de communication** » (i.e. les moments et lieux de participation) impliquent une représentativité ? Quid l'autonomie du social ?

Alain DANGOISSE, de la maison du développement durable de Louvain-la-Neuve (MDD) revient sur différents mythes à déconstruire : le progrès (« que nous dit le vivant ? comment déconstruire la notion de progrès ? ») ; la mondialisation ; la croissance ; la finance. Il termine ensuite sur deux enjeux majeurs à son sens : la diminution des budgets

⁷ Bref, on pourrait résumer que des logiques verticales de pouvoir se maquillent d'un semblant d'horizontalité pour gagner en légitimité.

scientifiques par rapport aux changements climatiques et la criminalisation progressive du monde associatif⁸.

*
* *

Le *timing* n'étant pas respecté, la séance de débat fut courte et certains intervenants programmés n'eurent pas le temps d'exposer leurs arguments (e.g. Étienne VERHAEGEN).

Maurice LUCA, philosophe à l'UNamur mit en avant la question de la **représentativité**. Le scientifique a-t-il réellement une mission de « scribe du réel » aujourd'hui ? Il revint sur la nécessité de considérer l'approche de DEWEY privilégiant l'action à la réceptivité et appela à une métamorphose du politique : quitter la démarche représentative aux profits d'une participation citoyenne à l'élaboration des lois.

Un chercheur de l'ULB dont je n'ai pas entendu le nom mit en avant le fait que la représentativité n'était pas forcément motrice des innovations à Bruxelles et interrogea la nécessité de chercher celle-ci.

Un administrateur de la recherche à Bruxelles, bailleur de fond du *co-create* bruxellois, questionna le mythe de l'**égalité** : si « on est tous co-chercheurs [...] on est tous les mêmes ? [...] on ne parle plus d'égalité dans la diversité ».

Une anonyme revint sur les propos de Paul-Marie BOULANGER pour dire que même dans les instances de représentativité sans invitation, spontanées, la représentativité pose question. En effet, les personnes présentes sont dépendantes de leurs capitaux en termes de temps dans l'investissement au courant et de capitaux symboliques dans la prise de parole.

HOLVOET répondit que dans les processus lents, la représentativité n'est pas nécessairement pertinente. Et que, d'autre part, les acteurs de la démocratie, en panne de démocratie, se sont emparés d'un **mot-valise** à travers la « représentativité ».

MORMONT répondit qu'un forum n'est pas représentatif mais permet de faire dialoguer la diversité d'arguments et de points de vue, ce qui permet la discussion. Que, d'autre part, de nombreuses personnes ont la capacité de « se mettre à la place des gens ». Pour MORMONT, il faut quitter la démarche consultative et privilégier les débats, l'expérimentation.

BOULANGER répondit que 90% des expériences personnelles qu'il a eu étaient des recommandations et mettait en garde. Par rapport à la réponse de MORMONT, il souligna que « se mettre à la place des autres » n'équivalait pas à la légitimité de « parler à la place des autres » et qu'il y avait là un risque de confiscation de la parole.

Maurice LUCA revint alors sur l'opportunité de favoriser une **démocratie délibérative** où l'on s'arrêterait à « l'argument le meilleur » plutôt qu'à une démocratie représentative. MORMONT appuya en mentionnant que l'obligation au consensus ne faisait pas forcé-

⁸ On peut regretter que son intervention fut écourtée assez rapidement et unilatéralement par Tom BAULER sous motif que celle-ci « ne mettait pas assez en lien la recherche et l'associatif ». Cette violence symbolique m'a interpellé. Il faut également mentionner que nous étions en retard sur notre horaire.

ment sens. LUCA renchérit en soulignant que les processus délibératifs permettaient de mettre en avant les conflits.

Kévin MARÉCHAL, agronome travaillant sur les questions de développement et d'économie sociale (ULiège, ULB), posa la question des risques à la participation.

Le chercheur à l'ULB dont le nom m'a échappé mentionna alors que lui, travaillant dans les sciences « dures », n'avait entendu parler de participation citoyenne à la recherche qu'en des termes peu élogieux « *citizen science* » tandis que la place accordée aux citoyens se limitait au rôle de petites mains dans des protocoles simples. Il mit en avant un **mythe institutionnel** d'une science peu qualitative lorsqu'elle impliquait des citoyens.

Un certain François, ayant travaillé avec Kévin MARÉCHAL, mentionna que lorsqu'il s'était lancé dans la recherche il s'était dit « qu'il allait faire la recherche autrement [...] **changer les choses** ». Il posa alors la question des impacts de la recherche transdisciplinaire : pour qui, quoi, ... ?

MORMONT répondit qu'un des inconvénients dans les processus participatifs est l'importance des **logiques court-termistes dans les processus de formation et de recherche académique**. Il regretta le manque de prise en compte de la différence des points de vue, de l'histoire disciplinaire relative aux questions de recherche⁹. Le non-apprentissage des savoirs tacites¹⁰.

Un avantage qu'il voyait dans ces processus participatifs est la capacité de reformulation des problématiques, des questions de recherche, etc. l'intérêt de la collaboration avec les citoyens se trouve à ce niveau, en *amont* et *ex post* plutôt que dans le travail de laboratoire.

LUCA pose alors la question des critères d'évaluation : « c'est quoi le mieux ? Le social [...] ; le bien-être [...] la rentabilité ? »

Une anonyme déclara qu'un **mythe dans l'associatif** est que « la recherche va nous apporter quelque chose », dénonçant le **manque de réflexivité des chercheurs** et leur méconnaissance des savoirs associatifs (« ils ont l'impression de réinventer la roue »).

En retard sur le planning, l'atelier se clôtura sur cette réflexion.

*
* *

⁹ On peut opposer à cela qu'aujourd'hui de nombreuses personnes se formant à l'université en sciences humaines et sociales suivent des cours d'épistémologie.

¹⁰ On retrouve ici une part des constats de *Homo Academicus* (P. Bourdieu, 1984, Éd. de Minuit) par rapport à la constitution des (sous-)champs scientifiques et à la mobilisation de capitaux symboliques.

Atelier 8 : 3ème voie

Quelle démarche transdisciplinaire pour ouvrir une 3ème voie entre injonction de la pensée positive et fatalité de l'effondrement ?

Panel

Co-pilotes :

Jean-Pascal VAN YPERSELE

Antoinette BROUYAUX

Participants :

Renaud DUTERME

Christophe DUBOIS

Sébastien KENNES

Julien DIDIER

Brigitte GLOIRE

Antoinette BROUYAUX introduisit l'atelier en mettant en avant la lucidité des jeunes engagés pour le climat aujourd'hui avant de plaisanter « on va parler d'effondrement après... ne vous en faites pas ! ». Elle introduisit alors trois grands rapports aux crises environnementales que nous pouvons adopter : la *mitigation*, l'*adaptation* et la *régénération/résilience*.

Elle commença alors l'entretien avec Jean-Pascal VAN YPERSELE en interrogeant sa perception du mouvement des jeunes engagés pour le climat.

Celui-ci répondit en expliquant qu'il était enchanté par la **symbolique** de ces enfants représentant le futur conscients des enjeux, contrairement à beaucoup de décideur/d'adultes qui, déclara-t'il d'un ton circonspect « ne semblent pas connaître [ces enjeux] ».

Il poursuivit en encourageant à rejoindre se mouvement, à renforcer la mobilisation tout en rappelant que le climat n'est que l'*un* des problèmes. Rejoindre le mouvement pourrait ainsi permettre de **profiter de la sensibilité par rapport au climat pour discuter d'autres thématiques**. Toutefois, il rappela que la sensibilité politique était peut-être conjoncturelle et qu'il fallait se saisir du *momentum* produit par le mouvement.

Il ajouta alors que cette mobilisation permettait d'**incarner les constats du GIEC** et les rendre moins invisibles : « un rapport du GIEC, c'est facile à mettre dans un tiroir, contrairement à un jeune qui nous regarde dans le blanc des yeux demandant ce qu'on va faire pour son avenir ».

Antoinette BROUYAUX posa une deuxième question : que doivent faire (mieux?) les associations ?

Ce à quoi VAN YPERSELE répondit qu'il n'était probablement pas le mieux à même d'y répondre.

Toutefois, il revint sur une *bonne pratique* à laquelle il avait participé il y a quelques années : il répondit positivement à une demande d'expertise émanant de Greenpeace pour un rapport. Un facteur d'impact – allant peut-être dans un sens contraire au message dominant du forum – était l'**indépendance du chercheur** : « ok, on va faire le rapport. Mais vous n'aurez *rien à dire* sur ce qu'on va écrire ». Le rapport apparaissait alors auréolé de la légitimité d'une enquête scientifique indépendante. Il fit la première page de l'ensemble des médias belges. Le lendemain, VAN YPERSELE reçut un coup de fil de la FEB – alors très climatosceptique – « on aimerait bien vous voir, déjeuner avec vous, pour discuter de ce rapport ». Ils étaient apparemment très fâchés que le logo de l'UCL apparaisse au côté de celui de Greenpeace et espéraient que le logo avait été placé sans permission officielle. Il

en allait tout à fait autrement, la permission avait été demandée et accordée avec beaucoup d'enthousiasme. L'institution de l'UCL offrait ainsi un cachet de **légitimité symbolique**.

Renaud DUTERME, auteur de *De quoi l'effondrement est-il le nom ?* est également enseignant dans le secondaire et membre du CADTM. Bien qu'il traite d'effondrement, il ne se déclare pas collapsologue, n'étant « pas fétichiste de ce mot-là ».

Pourquoi le concept de d'effondrement est pertinent ? Pour trois grandes raisons :

(i) la lucidité, on parle de crises depuis près de 30 ans et ça empire. Le concept de crise est donc obsolète car il n'y a pas de retour à la norme. Toutefois, il préfère le concept de **bas-culement** à celui d'effondrement.

(ii) pour DUTERME, le concept d'effondrement est **mobilisateur** car il marque les esprits. Il mentionne alors l'apport de scientifiques tels que Jared Diamond et Stevens & Servigne dans la diffusion et la vulgarisation de ce concept¹¹.

(iii) le concept d'effondrement permettrait de **mettre en réseau** les différentes crises, interconnecter les problèmes. C'est pourquoi il permettrait une approche interdisciplinaire. Toutefois, il voit une limite au concept d'effondrement. Il **doit être accompagné d'une critique sociale**, sans quoi il restera un **concept limité aux privilégiés** (capitaux symboliques, économiques, sociaux) : « une grande partie des gens vivent déjà dans une situation d'effondrement ». Il faut abandonner la perception occidentalocentrée de l'effondrement, sans quoi on restera dans une écologie de niche.

C'est pourquoi il est nécessaire de regarder les **questions de classe**, l'accaparement des richesses, des terres, du temps, la croissance des inégalités. Il faut ainsi favoriser la convergence des luttes environnementales et sociales, aller vers une **écologie populaire** reliant gilets jaunes et gilets verts¹².

Christophe DUBOIS introduisit son propos en expliquant que le Réseau IDée était une association prenant le parti d'une approche pédagogique articulée autour de l'individu et traitant de l'environnement et de l'effondrement, bien que ce dernier terme ne soit pas forcément utilisé. Il nuança : malgré leur approche plus centrée sur l'individu, celle-ci parle aussi des rapports de force.

Une grande partie de son exposé se repose sur une conférence de Benoit GALAND (professeur à l'UCL à la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation).

Pour Christophe DUBOIS, la question n'est pas aujourd'hui de savoir s'il faut être *alarmiste* ou *positif*, mais de savoir **comment être efficace** face à la *rapidité des enjeux*.

Pour cela, il importe de savoir ce qui provoque les **changements comportementaux**. Les connaissances ne suffisent pas à provoquer des changements, elles s'avèrent moins efficaces que les croyances ; les relations sociales (e.g. est-ce que je me met en tension avec X si je parle de Y ?) ; les expériences ; les contraintes macro ; les émotions. Il y a alors une nécessité pour la personne (et son accompagnement) d'être dans une perspective à temps long permettant l'introspection. Tous ces facteurs vont influencer le rapport au concept d'effondrement. Ils influenceront sa puissance de démobilisation ou de mobilisation. En-

¹¹ Toutefois, il est important de mentionner que les théories portées par ceux-ci ne suscitent pas l'unanimité, cf. par exemple McAnany, P. & Yoffee, N. 2010. Questioning how different societies respond to crises. *Nature* 464 (7291): 977 ; Silva Barros, L. 2015. Questioning Collapse: Human Resilience, Ecological Vulnerability and the Aftermath of Empire. Patricia A. McAnany and Norman Yoffee, eds. Cambridge, UK, and New York, NY: Cambridge University Press, 2010. xvi + 374 pp. (Cloth US\$109.00; Paper US\$34.99). [Compte-rendu] *Transforming Anthropology* 23(2): 124-126. ; Tanuro, D. 2008. « Effondrement », de Jared Diamond. *Les blogs du « diplo »*. ; Tanuro, D. 2019. La plongée des "collapsologues" dans la régression archaïque. *Gauche anticapitaliste*.

¹² À ce propos Renaud DUTERME notait que pour lui les gilets jaunes sont plus écologistes que les gilets verts étant donné qu'ils ont des pratiques précaires moins polluantes, rejoignant ainsi l'avis de Martínez Alier ou Paul Ariès.

fin, la **peur** (liée par exemple au concept d'effondrement) **peut être mobilisante** si elle est (i) **crédible** et (ii) dispose d'une **solution accessible**, sans quoi il y a un risque de fuite et de déni.

Les recommandations de DUBOIS pour avoir une peur mobilisante sont : (i) des histoires positives (*storytelling*) ; (ii) la présence de modèles inspirants (e.g. Greta Thunberg) ; (iii) l'individu reste critique ; (iv) une coopération/émulation collective ; (v) l'expérimentation (« l'acte transforme ») ; (vi) les habitudes (dans les instances de socialisation).

Ainsi, la question qui se pose est la pérennité du mouvement et le risque de désenchantement.

Sébastien KENNES, travaillant en éducation populaire dans l'association Rencontre des Continents, concentra son exposé sur les changements produits dans les associations d'éducation (permanente, populaire, ECMS) à travers la notion de *collapse* (il mentionne par ailleurs que de plus en plus d'associations travaillant avec les jeunes sont confrontées aux questions relatives à la peur). Le monde associatif pose un constat grave depuis plusieurs années, pourtant peu de choses changent. La réapparition du terme *collapse* dans le champ public est traité par Rencontre des Continents non comme une vérité à prendre mais comme un **objet de curiosité épistémologique**. KENNES invite également à prendre en compte les « dérives fascisantes » liées à l'effondrement.

Il continue alors sur la **fracture symbolique** entre celles et ceux s'intéressant à ces questions et celles et ceux vivant des situations difficiles au quotidien : « on est qui pour aborder ces questions avec des gens qui vivent des micro-effondrements au quotidien ? ». Il souligne que les mesures écologistes à venir pour répondre aux enjeux environnementaux risquent fort d'être impopulaires.

Ses recommandations sont : (i) la mise en lien entre les approches individuelles et collectives ; (ii) le développement de l'éducation populaire (visant à co-construire les analyses et les objectifs) ; (iii) questionner les manières dont on se représente le monde ; (iv) questionner la manière dont les médias simplifient la complexité du monde ; (v) reconnaître l'importance des réseaux sociaux (e.g. youtubers, Facebook, qui ont joué un rôle important dans la mobilisation contemporaine des jeunes).

Il recommande également l'utilisation de l'outil pédagogique « Complexi'clés » pour « *tous les professionnels qui désirent interroger leurs projets, processus et pratiques pédagogiques. Les thématiques des exemples abordés viennent souvent du monde de l'ErE. Cependant, l'intention est que cet outil s'ouvre, s'adapte ou change, bref vive à travers le regard de chacun-e, quel que soit son champ d'action* » https://www.reseau-idee.be/outils-pedagogiques/fiche.php?media_id=5260.

Julien DIDIER, de Mycelium, fera une brève intervention dont il tirera le principal d'un ouvrage collectif : « Vivre dans un monde abîmé »¹³, il en ressort 4 pistes d'analyse : (i) les *extinction studies* (espèces, écosystèmes) composant une science mélancolique observant le disparaissant et le disparu ; (ii) la lutte dans un monde abîmé, observer et apprendre de ceux qui luttent depuis les marges ; (iii) la *deep adaptation* cherchant l'équilibre entre la résilience, la restauration et le renoncement ; le *compostisme enchanté* (« *staying in the trouble* ») où il s'agit de se laisser guider par l'incertitude.

¹³ (2019, Éd. de Minuit : http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-Critique_860_861__Vivre_dans_un_monde_ab%C3%AEm%C3%A9-3289-1-1-0-1.html).

*
* *

Après une brève séance de dialogues en petits groupes, plusieurs « pépites » extraites des discussions furent partagées par des femmes de l'assemblée. Ce choix fut pris car la majorité des panels d'intervenants était composée d'hommes. Ce moment fut animé par Brigitte GLOIRE. Les pépites suivantes revinrent :

Féminité au centre

Politique & blocage manquant

émotions

freins systémiques au sein de l'académie à travers le modèle économique

recommandation : les associations doivent interpeler les universités pour imposer un engagement associatifs et renverser l'intérêt des publications de l'économique vers le social

comment parler/écouter/accompagner la parole ; décroisonner les outils et les pratiques pour apprendre le langage des autres

puissance de l'imaginaire

compréhension des phénomènes

manque d'un cadre pour décroisonner, pour accorder de l'importance à l'associatif et à l'académique

*
* *

Plénière conclusive

Panel

Animation :

Natalie RICAILLE

Participants :

Emmanuel DELHAYE

représentant DGO6, administration wallonne en charge de la recherche

Jean-Pascal VAN YPERSELE

UCL, représentant de la recherche

Véronique RIGOT

CNCD-11.11.11, porte-parole des associations

Plusieurs porte-paroles des ateliers (7 hommes, 1 femme) revinrent sur les résultats des ateliers :

1. liberté de la recherche

2 pépites : penser au genre ; la place à la *slow science* ; définancement de la recherche et développement n'apportant pas une réelle valeur d'usage social

2. recherches conjointes

Travailler en amont pour co-construire ; difficulté d'animer mais nécessaire dans le chaos créatif ; la réflexivité est valorisable ; aller plus loin que la complémentarité ; aller vers l'hybridation des savoirs (externes et internes), les associations y gagnent une identification et les universités une légitimité

3. vulgarisation

L'université a trois rôles : la recherche, l'enseignement et l'apport à la société. Ce dernier point n'est pas assez valorisé dans les carrières de chercheurs et la vulgarisation devrait être une part obligatoire du travail de chercheur.

4. déconstruire les mythes

Temporalité des projets de recherche

5. économie de la transition

L'atelier mena à des débats houleux. Les constats sont que ce n'est pas facile, de grands changements culturels sont nécessaires et il va falloir imposer des choses, changer d'échelle en faisant système des petites alternatives aujourd'hui à la marge. Il est nécessaire de repenser la gouvernance. Les recommandations furent de privilégier les bonnes pratiques à travers les financements publics, d'évaluer ces dernières et de prévoir un accompagnement au changement chez les citoyens. Ce dernier point pourrait être une opportunité d'inclusion des plus vulnérables.

Une pépite de cet atelier est de poser la question de comment mesurer un impact durable. Une autre fut de questionner les modalités de financement de l'État social dans un monde en décroissance.

6. pour un co-create wallon

Il faut faire la part belle aux territoires ! Mobiliser les capitaux déjà produits tels que les GAL, les pouvoirs locaux. Mettre en place une action plurielle et contextualisée.

7. diversité de la recherche et des acteurs

Il y avait une sur-représentation des non-académiques dans l'atelier... ce qui pose la question de savoir si les académiques sont intéressés d'avoir des non-académiques dans la recherche (l'animatrice fit alors remarquer que les académiques étaient sous-représentés dans le public et que cela pouvait constituer un facteur explicatif). La diversité des acteurs apporte une légitimité à la construction des savoirs. Il est nécessaire de produire plus de moments, d'occasions de rencontre. Une pépite de cet atelier fut de mentionner que de nombreux académiques font une pause carrière dans l'hors-académique alors que l'inverse n'est pas forcément vrai.

8. 3ème voie

On a surtout parlé d'effondrement et de comment faire émerger une écologie sociale.

Les constats furent : on en est toujours à une situation de crises depuis des décennies. Il s'agit d'une situation où l'on est dans l'urgence et où, en même temps, les individus et les collectifs ont besoin de temps pour digérer l'ampleur de la chose. Il n'y a en général pas assez de dimension politique dans les constats, objectifs et solutions. Il faut s'interroger sur comment on parle *avec* les exclus, les marginalisés qui vivent des effondrements au quotidien.

Les recommandations furent : il faut susciter l'espoir pour mobiliser, inclure la psychologie à la démarche inter-disciplinaires. L'analyse des blocages est essentielle et ne peut se passer de longs dialogues sociaux. Pour conceptualiser les problèmes, il est nécessaire d'approcher le monde de manière systémique, de mieux valoriser l'apport de la recherche et, enfin, de définir un cadre pour l'interdisciplinarité.

Les pépites furent de mettre la féminité au centre ainsi que l'outil créé par le Réseau IDée : « complexi'clés » (cf. *supra*, p. 12).

*
* *

Le retour sur les ateliers fait, les trois représentant·e·s prirent la parole. Jean-Pascal VAN YPERSELE commença à répondre à la question de l'animatrice, Nathalie RICAILLE: « quelles sont les idées clés et les nuances que vous retenez ? ».

Il répondit qu'il voyait plutôt des ajouts que des nuances à apporter aux idées positives qu'il avait entendu. Il souligna alors la multiplicité des problèmes ; la conscience du monde académique ; la nécessité d'une approche systémique et transdisciplinaire ; l'intérêt de développer de la recherche qui réponde à des besoins socio-politiques contemporains, tout en insistant qu'il était essentiel de continuer à financer la recherche fondamentale. Il continua sur la nécessité de maintenir le dialogue social et surtout, de relier les discours de « la fin du monde » avec les discours de « la fin du mois », soulignant la moins grande empreinte environnementale des pratiques réelles des gilets jaunes par rapport aux gilets verts. Enfin, il revint sur la nécessité de revaloriser la revalorisation dans la recherche « le service à la société devrait être un critère de carrière » déclara-t-il. Interrogé par RICAILLE sur l'absence du monde académique dans l'associatif, il répondit qu'il fallait absolument développer l'inclusivité et mis en évidence l'importance de l'indépendance de la recherche par rapport au monde financier, que le financement d'un projet de recherche n'équivalait pas à un droit de regard.

Véronique RIGOT, tout comme VAN YPERSELE s'était distancié d'une quelconque « représentativité » de sa part par rapport au monde académique, se distancia de toute étiquette de porte-parole du monde associatif, soulignant que celui-ci était divers, multiple et qu'il fallait se reconnaître dans la diversité.

Elle continua son propos sur le fait qu'il ne fallait pas considérer qu'aucune collaboration n'existe entre le monde associatif et l'académie. « On ne part pas de rien. » Ce qui existe n'est pas médiatisé et de nombreux échanges (in)formels existent, qu'il s'agisse de conseils consultatifs, de colloques, de cours métisses, etc. l'important n'est pas tant de créer que de renforcer les possibilités entre ces secteurs. Elle ajouta alors que l'essentiel était avant tout de *transformer la société* en renforçant l'innovation sociale, en « coupant le robinet aux projets ralentissant la transition » et en maintenant la transdisciplinarité comme composante essentielle de la recherche.

La parole passa alors à Emmanuel DELHAYE qui, lorsqu'il fut présenté comme représentant « des pouvoirs publics », tint à préciser qu'il pouvait tout au mieux représenter « l'*administration* publique ». Il exposa alors une partie des attributions de la DGO6, qu'il représente, et la manière dont les crédits de recherche que peuvent allouer cet organe sont attribués. La DGO6 est l'organe du service public wallon en charge de l'économie, de l'emploi et de la recherche. Les crédits de recherche doivent répondre à un critère principal : la valorisation économique, la création d'emploi. Toutefois, il nuança le propos en rappelant que la base légale avait changé récemment et que la DGO6 prenait également en compte des critères environnementaux et sociaux dans l'équation dans le cadre du développement durable (il mentionna aussi qu'en dehors de quelques exceptions légales, les associations ne pouvaient faire l'objet d'un financement par la DGO6). Néanmoins, l'innovation sociale semble rester comprise comme au service de l'économie pour la DGO6. Il en profita pour rappeler que les administrations n'étaient que le bras du pouvoir et que pour changer la façon dont s'organisait l'octroi de crédits de recherche, il était probablement opportun de profiter du *momentum* de sensibilité écologique pour les prochaines législatives. En effet, il s'agit d'une décision politique que de valoriser sur l'économie afin de profiter du soutien au financement de la recherche par les entreprises.

Jean-Pascal VAN YPERSELE prit une dernière fois la parole avant de passer à un moment de débat pour rappeler la nécessité de financer des outils de vulgarisation et des actions de sensibilisation dans la recherche et l'enseignement. Qu'il est essentiel de favoriser la diffusion des sciences et de donner l'envie aux jeunes de s'y impliquer pour changer la société.

*
* *

La première personne qui prit la parole dans la salle centra son propos sur le fait que « la population n'est pas prête [...] les gens ne sont pas conscients [...] ne le seront jamais [...] la population devra encaisser le choc, comme les entreprises [...] » avant de demander à qui profitait la valorisation économique et les transferts technologiques. Il demanda alors s'il n'était pas plus pertinent de faire évoluer les critères de valorisation plutôt que de vouloir changer la valorisation elle-même.

Véronique RIGOT rétorqua que la population *est* consciente, ce à quoi Jean-Pascal VAN YPERSELE ajouta que si la population n'est pas prête à quelque chose, c'est à une « tran-

sition qui ne serait pas *juste* », un sujet sur lequel la recherche transdisciplinaire devrait enquêter.

Par rapport à la deuxième partie de la question, Emmanuel DELHAYE répondit que le système d'indicateur était quelque peu verrouillé dans une dynamique *ex ante* et qu'il était dur de passer en *ex post*. Une piste de solution serait pour lui de créer des programmes thématiques et de changer la pondération des indicateurs : aujourd'hui la répartition du poids des critères est à 40% d'économique et 10% de social à peu de choses près.

Jean-Pascal VAN YPERSELE rebondit en demandant si avec ces critères on préférerait financer les effets des pesticides sur les abeilles ou le développement de modèles climatiques, sachant que ni l'un ni l'autre ne créent d'emploi. À cela Emmanuel DELHAYE répondit que dans la DGO6, ces programmes n'auraient probablement pas été financés, mais que d'autres DGO (e.g. DGO3) ne demandent pas de valorisation économique.

Une autre personne prit la parole pour savoir comment le politique pouvait reprendre la main sur la recherche et la transparence, si une gouvernance par bassins écologiques pouvait être envisagée. Emmanuel DELHAYE répondit que le décloisonnement et la coordination demandait du temps, un temps qu'ils n'avaient pas forcément au sein des administrations, bien que cela soit sans doute nécessaire. Il botta bien évidemment en touche par rapport à la question sur les lobbies, ce à quoi l'animatrice le taquina par un « je ne suis ni pour ni contre, bien au contraire ! »¹⁴.

Véronique RIGOT revint sur le sujet des lobbies, mettant en avant que ces derniers « travaillent dans l'ombre ». Elle élabora le propos en disant « on est des lobbyistes aussi, mais on a pas les mêmes moyens et les mêmes méthodes... et on ne cherche pas à défendre des intérêts particuliers ». Elle invita alors à soutenir financièrement les associations travaillant sur ces questions et les médias pratiquant le journalisme d'investigation et plus largement le *slow press*.

Jean-Pascal VAN YPERSELE eut le mot de la fin. Il déclama celui-ci sur la nécessité absolue de transparence. Pour ce dernier, il n'est pas forcément nécessaire de supprimer le lobbying. Par contre, il est essentiel de le visibiliser, de le mettre à jour aux yeux de tous et toutes afin d'aider le travail des associations.

¹⁴ On ne pouvait de toute façon pas s'attendre à ce qu'il sorte de son devoir de réserve. Une meilleure tactique pour obtenir une réponse sur un sujet aussi *touchy* aurait été une co-construction de dialogue par enivrement collectif.